ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre des Affaires étrangères, le 27 décembre 1972, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "modifiant l'arrêté royal du 25 avril 1956 fixant le statut des agents du Ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur", a donné le 10 janvier 1973 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 27e december 1972 door de Minister van Buitenlandse Zaken verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het koninklijk besluit van 25 april 1956 tot vaststelling van het statuut der personeelsleden van het Ministerie van Buitenlandse Zaken en Buitenlandse Handel", heeft de 10e januari 1973 het volgend advies gegeven :

OBSERVATIONS RELATIVES AUX FORMALITES REQUISES POUR LE PROJET.

A. Dans le texte actuellement en vigueur, les articles 3 et 39 de l'arrêté royal du 25 avril 1956 rendent applicable l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat respectivement aux agents de la carrière du Service extérieur et aux agents de la carrière de Chancellerie. En leur paragraphe 2, ces articles 3 et 39 font exception pour les articles de l'arrêté du 2 octobre 1937 qu'ils énumèrent, mais parmi ces derniers on ne trouve pas mention de l'article 116. Par conséquent, en vertu du renvoi fait par les articles 3 et 39 de l'arrêté royal du 25 avril 1956 actuellement en vigueur, l'article 116 de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 est applicable aux agents de la carrière du Service extérieur et aux agents de la carrière de Chancellerie.

Les formes prescrites par ledit article 116, à savoir la délibération en Conseil des ministres et la motivation de l'arrêté, doivent en tout cas être observées pour les projets qui apportent des changements au statut des deux catégories d'agents indiquées en ne se bornant pas à modifier les dispositions spéciales contenues dans l'arrêté royal du 25 avril 1956 mais en étendant, en outre, les dérogations à l'arrêté royal du 2 octobre 1937 établies à l'intention desdits agents. L'analyse des dispositions nouvelles par lesquelles l'article 1er, § 1 et § 6, tend à remplacer les articles 3 et 39 de l'arrêté royal du 25 avril 1956 montre que tel est le cas du projet. Il est donc nécessaire de le soumettre à la délibération du Conseil des ministres .

.../...

B. Le projet requiert non l'avis du comité de consultation syndicale du département, mais l'avis du comité général de consultation syndicale. En effet, aux termes de l'article 7, § 1er, alinéa 1er, in fine, de l'arrêté royal du 20 juin 1955, c'est le comité général qui a compétence pour se prononcer au sujet d'une proposition "lorsqu'elle requiert l'avis des ministres réunis en conseil". Or, comme l'observation en a été faite sous A, le projet requiert cet avis .

En insérant l'article 116 parmi les articles de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 à l'application desquels sont soustraits les agents de la carrière du Service extérieur et les agents de la carrière de Chancellerie, le projet éliminera complètement à l'avenir les difficultés soulevées par le renvoi fait par les articles 3 et 39 de l'arrêté royal du 25 avril 1956 audit article 116.

Préambule.

A l'alinéa 4, il est indispensable de mentionner les arrêtés royaux des 16 mars 1964 et 17 septembre 1969 qui ont modifié profondément l'arrêté royal du 2 octobre 1937.

Les considérants pourraient être rédigés d'une manière plus précise comme suit :

.../...

"Considérant qu'il y a lieu de modifier les articles 3 et 39 de l'arrêté royal du 25 avril 1956 pour les mettre en concordance avec le nouveau texte de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 et pour mieux adapter les dérogations faites à ce dernier arrêté aux besoins des statuts des agents de la carrière du Service extérieur et des agents de la carrière de Chancellerie, notamment en simplifiant la procédure à suivre pour la modification de ces statuts ;

Considérant que pour favoriser le recrutement, en nombre suffisant, d'agents de la carrière du Service extérieur et pour achever la démocratisation de celle-ci, il importe d'élargir les conditions de participation au concours d'admission au stage, de modifier la nature de cette épreuve ainsi que son organisation et celle du stage ;

Considérant que la formation en matière économique et sociale sera plus efficace si elle est donnée aux agents de la carrière du Service extérieur aussitôt après leur nomination à titre définitif ;

Considérant que pour remédier à la grave crise de recrutement de la carrière de Chancellerie, il est nécessaire de modifier l'organisation des concours d'admission à cette carrière ;

.../...

Considérant qu'il est également nécessaire de réduire l'ancienneté requise pour les promotions au sein de la carrière de Chancellerie et d'adapter aux fonctions exercées par les agents des troisième et quatrième classes administratives le programme de l'examen qui leur est imposé pour la promotion à la deuxième classe ;

Considérant que la mise en application des dispositions nouvelles ne peut se faire sans mesures transitoires".

Dispositif.

Le présent projet est un projet d'arrêté modificatif. Ses auteurs ont rassemblé en un article unique comprenant onze paragraphes les très nombreuses modifications que le projet apporte à l'arrêté du 25 avril 1956. Cette présentation n'est pas conforme à l'usage dans la mesure où elle réunit dans un même article des dispositions qui modifient des articles de l'arrêté modifié qui ne se suivent pas d'une manière ininterrompue. En outre, elle a l'inconvénient de rendre très difficile la compréhension du projet. Il est nécessaire de diviser le projet en un plus grand nombre d'articles. Par ailleurs, il conviendrait de grouper ces articles en chapitres qui contiendraient respectivement les modifications apportées aux différents chapitres de l'arrêté du 25 avril 1956.

.../...

CHAPITRE Ier. MODIFICATIONS AU CHAPITRE Ier "CARRIERE DU SERVICE EXTERIEUR".

Article 1er, § 1er.
(article 1er dans le numérotage proposé par le Conseil d'Etat)

L'article 1er, § 1er, du texte du projet a notamment pour objet d'étendre les dérogations à l'arrêté royal du 2 octobre 1937 établies à l'intention des agents de la carrière du Service extérieur. Selon les fonctionnaires compétents, le Gouvernement entend établir pour ces agents un statut complet et cohérent, constitué, d'une part, par les articles de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 auxquels l'article 3 nouveau de l'arrêté royal du 25 avril 1956 renvoie et, d'autre part, par les dispositions particulières contenues dans ce dernier arrêté. Le délai très court dans lequel il doit donner son avis n'a pas permis au Conseil d'Etat de vérifier si la mise en concordance est entièrement réalisée.

Le liminaire de cet article doit être rédigé comme suit :

"Article 1er.

L'article 3 de l'arrêté royal du 25 avril 1956 fixant le statut des agents du Ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur est remplacé par la disposition suivante :

Article 1er, § 2.
(article 2 dans le numérotage proposé)

.../...

Article 2.-La section 1 du chapitre 1er du même arrêté est remplacée par les dispositions suivantes :

Section 1. Du recrutement et de la formation.

Sous-section 1.- Des conditions d'admission et du concours.

Article 4 nouveau de l'arrêté royal du 25 avril 1956.

...(comme au projet)... ".

Article 5 nouveau.

Au § 1er, l'énumération qui figure dans cette disposition devrait, pour des motifs de clarté des références, se faire par 1°, 2°, etc. ... Cette observation vaut pour plusieurs autres articles du projet.

Par les dispositions nouvelles contenues à l'article 5, § 1er, 1° nouveau et à l'article 7, alinéa 2 nouveau, le Gouvernement entend supprimer la condition d'admissibilité, imposée par l'article 5, § 1er, 1°, in fine, actuellement en vigueur, consistant en ce que les candidats doivent déjà "sauf exemption ou dispense, avoir accompli leur terme de service actif à l'armée". Mais, comme l'ont confirmé les fonctionnaires désignés par le Ministre, le Gouvernement n'entend évidemment pas aller jusqu'à supprimer la condition de satisfaire aux lois coordonnées sur la milice exigée par l'article 100 de ces lois et rappelée par les divers statuts des agents des services publics. Il y aurait donc lieu, pour éviter

.../...

une équivoque à ce sujet, de compléter l'article 5, § 1er, 1°, en le rédigeant comme suit: "1° être belge, jouir des droits civils et politiques et satisfaire aux lois sur la milice". La portée de la condition dont il s'agit a été précisée par le Conseil d'Etat dans son arrêt du 12 juin 1951, Van den Eynde, n° 930 (Rec., p. 253 ; R.J.D.A. 1951, p. 287) et dans son avis préalable à l'arrêté royal du 14 février 1961 fixant le statut du personnel de certains organismes d'intérêt public (Moniteur belge du 15 mars; Pasinomie, p. 138).

L'article 41, § 1er, 1°, nouveau appelle la même observation.

Eu égard à l'article 5, § 2, 1°, actuellement en vigueur et à l'article 21 laissé inchangé, l'article 5, § 2 nouveau, doit être compris en ce sens qu'un candidat est admissible s'il a épousé une personne qui était de nationalité étrangère mais qui a acquis, à la suite de son mariage avec le candidat, la nationalité belge. C'est ce que confirment les fonctionnaires désignés par le Ministre. Il serait dès lors préférable de rédiger la disposition comme suit : "§ 2. Ne sont pas admissibles, les candidats dont le conjoint n'est pas de nationalité belge".

Au § 1er, 5°, b, il serait plus clair d'écrire : "b) être un agent définitif de la carrière d'administration centrale ou de la carrière de chancellerie revêtu d'un grade au moins équivalent au grade de rédacteur et, en outre, si le grade dont l'agent est titulaire est inférieur au grade de secrétaire d'administration, avoir accompli des services au Ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur pendant quatre ans, en qualité d'agent définitif, dans un grade au moins équivalent au grade de rédacteur".

.../...

Article 6 nouveau.

§ 2.

Au 1° il est proposé d'écrire :

"1° une épreuve écrite destinée à apprécier la maturité des candidats;".

Au 2° il serait préférable de remplacer le mot "notamment" par "principalement" et d'écrire "... la faculté de compréhension et les qualités de raisonnement du candidat;".

A l'alinéa 2 du même paragraphe, il faut écrire : "Pour satisfaire au concours les candidats doivent obtenir les 5/10 des points pour chaque exercice de l'épreuve de langue et, en outre, les 6/10 des points dans chaque épreuve".

§ 3.

Pour la rédaction de cette disposition, il conviendrait de s'inspirer davantage du texte de l'article 15 de l'arrêté royal du 17 septembre 1969 concernant les concours et examens organisés en vue du recrutement et de la carrière des agents de l'Etat. Le texte suivant est proposé :

"Sont déclarés lauréats les candidats qui ont obtenu le minimum de points requis et qui, compte tenu du nombre d'emplois formant l'enjeu du concours, se sont classés en ordre utile".

.../...

§ 4.

L'article 47, § 5, alinéa 3, des lois sur l'emploi des langues en matière administrative coordonnées le 18 juillet 1966, confie au seul Secrétaire permanent la mission de composer le jury chargé de vérifier si le candidat a une connaissance suffisante de la seconde langue nationale "appropriée à (ses) fonctions (futures) ".

Pour assurer la conformité de l'article 6, § 4, nouveau, avec cette disposition, il y a lieu de le compléter sur ce point.

L'observation vaut également pour l'épreuve de vérification de la connaissance usuelle de la seconde langue nationale inscrite par l'article 9, 1°, nouveau, au programme de l'examen d'admission définitive.

La même observation doit encore être faite à propos de l'article 42, § 5, et de l'article 45, en ce qui concerne la composition du jury chargé de vérifier si les candidats de la carrière de chancellerie ont la connaissance requise de la seconde langue nationale.

Sous-section 2. - Du stage.

Article 7 nouveau.

Selon les renseignements communiqués au Conseil d'Etat, l'article 7, alinéa 4, a pour objet de conférer au Ministre des Affaires étrangères un véritable pouvoir de nature réglementaire pour l'habiliter à organiser le stage.

.../...

Il serait préférable de rédiger la disposition comme suit : "Le Ministre des Affaires étrangères prend les dispositions réglementaires requises pour l'organisation du stage".

Article 8 nouveau.

Le § 1er, alinéa 1er, serait mieux rédigé comme suit :

"§ 1er. Le maître des stages établit chaque mois un rapport, où il émet une appréciation au sujet du stagiaire, sur la base de l'activité et du comportement de ce dernier, spécialement au point de vue de son aptitude à représenter le pays à l'étranger".

§§ 4 et 5.

Selon les renseignements donnés par les fonctionnaires désignés par le Ministre, les règles énoncées au § 5 sont applicables à toute mesure de licenciement d'un stagiaire, qu'elle soit prise sur base du § 2, du § 3 ou du § 4. Par ailleurs, si la proposition du conseil de direction est requise, à titre de formalité substantielle, préalablement à une mesure de licenciement, la proposition ne lie pas le Ministre des Affaires étrangères, qui conserve le pouvoir de ne pas prendre la mesure de licenciement proposée par le conseil de direction.

.../...

Aux termes de l'article 8, alinéa 5, actuellement en vigueur, le Ministre peut simplement,"sur proposition motivée du conseil de direction, prolonger le stage du quart de sa durée normale". Au contraire, il ressort de l'article 8, § 4, alinéa 2 nouveau, que la mesure susceptible d'être prise désormais consistera en une décision obligeant le candidat à recommencer le stage en sa totalité.

Les intentions du Gouvernement seraient exprimées de manière plus précise par le texte suivant :

"§ 4. Avant la date fixée pour l'examen d'admission définitive, le conseil de direction délibère sur l'ensemble des rapports de stage ainsi que sur le rapport final de stage qui lui sont soumis par le maître des stages .

Au cas où le rapport final de stage conclut soit qu'il y aurait lieu d'obliger le stagiaire à recommencer son stage, soit qu'il y aurait lieu de le licencier, l'intéressé est, à sa demande, entendu par le conseil de direction.

Le conseil de direction fait une proposition au Ministre.

Le Ministre décide soit d'autoriser le stagiaire à se présenter à l'examen d'admission à titre définitif, soit de l'obliger à recommencer son stage, soit de le licencier sans préavis.

.../...

§ 5. Dans tous les cas prévus par les paragraphes 2, 3 et 4, la décision de licenciement est prise, après avis du maître des stages, sur proposition du conseil de direction, par le Ministre, et elle est motivée ".

Sous-section 3 - De l'admission définitive.

Article 9 nouveau.

Au 2°, il serait plus correct d'écrire : "la connaissance suffisante de la langue choisie par le stagiaire parmi les langues suivantes : l'allemand, l'espagnol et le russe" .

Article 11 nouveau.

L'article 11, alinéa 2, nouveau, serait mieux rédigé comme suit :

"Le serment est reçu par le Ministre des Affaires étrangères ou par son délégué".

Sous-section 4. - De la formation et de l'examen commercial.

Il serait préférable de donner à la sous-section 4 l'intitulé suivant : "De la formation en matière économique et commerciale".

Article 11bis inséré dans l'arrêté royal du 25 avril 1956.

Il serait plus clair d'indiquer à l'article 11bis que la formation en matière économique et commerciale est donnée aux agents aussitôt après leur nomination à titre définitif.

.../...

La rédaction de l'article 11bis, § 1er, alinéa 2, doit être mise en harmonie avec la rédaction de l'article 7, alinéa 3.

Article 1er, §§ 3 et 4.
(article 3 dans le numérotage proposé)

"Article3.Les articles 13 et 14 du même arrêté sont remplacés par les dispositions suivantes :

Article 13 nouveau.

... (comme au projet) ...

Article 14 nouveau.

... (comme au projet) ...

Article 1er, § 5.
(article 4 dans le numérotage proposé)

—

Article .L'article 36 du même arrêté est abrogé".

CHAPITRE II. - MODIFICATIONS AU CHAPITRE III "CARRIERE DE CHANCELLERIE".

Article 1er, § 6.
(article 5 dans le numérotage proposé).

"Article 5. L'article 39 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante : ... (comme au projet) ...".

.../...

Article 1er, § 7.
(article 6 dans le numérotage proposé)

"Article 6.La section 1 du chapitre III du même arrêté est remplacée par les dispositions suivantes :

Section 1. Du recrutement et de la formation

Sous-section 1. Des conditions d'admission et du concours".

Article 40 nouveau.

... (comme au projet) ...

Article 41 nouveau.

L'article 41, § 2, dispose que pour l'accès à la carrière de Chancellerie : "Ne sont pas admissibles les candidates dont l'époux n'est pas belge". Selon les renseignements donnés par les fonctionnaires désignés, c'est intentionnellement que le Gouvernement se propose d'établir sur ce point une règle différente de celle qui est prévue à l'article 5, § 2, pour l'accès à la carrière du service extérieur.

Les candidats du sexe masculin dont l'épouse a conservé une nationalité étrangère ne sont pas admissibles à la carrière du service extérieur, mais il seront admissibles à la carrière de chancellerie. Le projet établit ainsi une distinction entre l'accès à l'une et à l'autre carrière.

.../...

Par ailleurs, en ce qui concerne l'accès à la carrière de chancellerie, les candidats du sexe masculin dont l'épouse a conservé une nationalité étrangère seront admissibles alors que les candidates dont l'époux a conservé une nationalité étrangère ne seront pas admissibles. Le projet établit ainsi une distinction entre les candidats du sexe masculin et les candidats du sexe féminin.

Le Conseil d'Etat n'aperçoit pas les raisons de caractère objectif qui seraient de nature à justifier cette distinction au regard tant de l'article 6 de la Constitution que de l'article 3 de la Convention sur les droits politiques de la femme, signée à New-York le 31 mars 1953 et approuvée par la loi du 19 mars 1964, même compte tenu de la seconde réserve à l'article 3 qui accompagne l'adhésion de la Belgique à cette Convention.

Si, conformément à cette réserve, des considérations objectives tenant aux exigences inhérentes à la bonne marche des services de chancellerie justifient la distinction établie par le § 2 de l'article 41 nouveau, l'arrêté en projet devrait être motivé sur ce point d'une manière précise.

Article 42 nouveau.

Dans la lettre du 22 décembre 1972, par laquelle il le saisit du projet, le Ministre des Affaires étrangères demande au Conseil d'Etat de se prononcer sur le problème que pose l'application de la loi des 3 août 1919 et 27 mai 1947 relative à la priorité pour l'admission aux emplois publics.

.../...

Dans son texte initial, l'article 6 de la loi précitée n'écartait pas les droits de priorité en cas de compétition d'agents de la carrière de l'Administration centrale et de candidats étrangers à l'administration. Mais l'arrêté royal n° 25 du 29 juin 1967 relatif à la mobilité du personnel de certains services publics a ajouté à l'article 6, alinéa 1er, deuxième phrase, de la loi citée les mots suivants : "il en est de même en cas de transfert entre les services publics déterminés par le Roi". Pour prévenir des difficultés, le projet pourrait être complété par une disposition prise sur base de l'arrêté royal n° 25 du 29 juin 1967 et écartant les droits de priorité en cas de transfert à la carrière de Chancellerie d'un agent de la carrière de l'Administration centrale lauréat d'un concours d'admission.

Toutefois, on doit se demander si la disposition suggérée est nécessaire.

L'article 42 nouveau que le projet tend à insérer dans l'arrêté royal du 25 avril 1956 organise d'une manière différente le concours d'admission de la carrière de Chancellerie : il habilite le Ministre à réserver un nombre déterminé d'emplois aux agents de la carrière de l'Administration centrale. Pour ces emplois réservés, l'appartenance à ladite carrière est une condition d'admissibilité des candidats. Ne satisfaisant pas à cette condition d'admissibilité, les candidats, même prioritaires, qui ne sont pas agents de la carrière de l'Administration centrale ne sont pas susceptibles d'être nommés à un des emplois réservés, sauf à défaut de lauréats de l'épreuve organisée pour les agents de

.../...

la carrière de l'Administration centrale (article 42, § 3). En conclusion, il n'y a pas de compétition entre les candidats étrangers à l'administration et les candidats ayant la qualité d'agent de la carrière de l'Administration centrale. L'article 6 de la loi des 3 août 1919 et 27 mai 1947 ne semble, dès lors, pas donner lieu à difficulté.

Sous-section 2. - Du stage et de l'admission définitive.

Article 43 nouveau.

... (comme au projet) ...

Article 44 nouveau.

Le texte devrait énoncer expressément que le stage est imposé aux candidats autres que ceux qui se sont présentés en qualité de candidat faisant partie de la carrière de l'Administration centrale.

Pour le surplus il est proposé, comme à l'article 7, d'écrire : "Le Ministre des Affaires étrangères prend les dispositions réglementaires requises pour l'organisation du stage".

Article 45 nouveau.

Cet article impose un examen d'admission définitive, évidemment aux seuls candidats qui sont soumis à un stage. Le texte du projet devrait l'indiquer plus clairement.

.../...

Pour le surplus, il est renvoyé aux corrections de forme proposées au sujet de l'article 9 nouveau.

Article 46 nouveau.

... (comme au projet) ...

Article 47 nouveau.

A cet article il y aurait lieu d'écrire, comme à l'article 11 nouveau : "Le serment est reçu par le Ministre des Affaires étrangères ou son délégué".

Article 1er, §§ 9 et 10.
(article 7 dans le numérotage proposé)

"Article 7.- Les articles 49 et 50 du même arrêté sont remplacés par les dispositions suivantes :

Article 49 nouveau.

... (comme au projet) ...

Article 50 nouveau.

... (comme au projet) ... ".

.../...

Article 1er, § 8.
(article 8 dans le numérotage proposé)

"Article 8.- Dans l'article 52, § 1er, alinéa 1er, du même arrêté, les mots "ainsi que celles de l'article 27" sont remplacés par les mots "ainsi que celles des articles 8 et 27".

CHAPITRE III. - DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES.

Article 1er, § 11.
(article 9 dans le numérotage proposé)

La disposition dont il s'agit doit être présentée non comme une disposition modifiant la disposition transitoire contenue à l'article 60 de l'arrêté royal du 25 avril 1956, mais comme une disposition transitoire indépendante.

Article 2.
(article 10 dans le numérotage proposé)

Comme l'arrêté en projet doit être mis d'urgence en application et qu'il ne peut recevoir effet rétroactif, il se recommande de prévoir qu'il entrera en vigueur le jour de sa publication au Moniteur belge.

Article 3.
(article 11 dans le numérotage proposé)

... (comme au projet) ...

OPMERKINGEN OVER DE TE VERVULLEN FORMALITEITEN.

A. In de thans geldende tekst van het koninklijk besluit van 25 april 1956 is het zó, dat de artikelen 3 en 39 het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het Rijkspersoneel van overeenkomstige toepassing verklaren op de ambtenaren van de carrière buitenlandse dienst onderscheidenlijk op de ambtenaren van de kanselarijcarrière, met uitzondering evenwel van die artikelen van dat koninklijk besluit van 2 oktober 1937 die in paragraaf 2 van de evengenoemde artikelen 3 en 39 zijn opgesomd. Artikel 116 nu komt in die opsomming niet voor. Dat artikel van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 is dus, ingevolge de verwijzing in de artikelen 3 en 39 van het thans geldende koninklijk besluit van 25 april 1956, mede toepasselijk op de ambtenaren van de carrière buitenlandse dienst en op die van de kanselarijcarrière.

De door het bewuste artikel 116 voorgeschreven vormvereisten, met name overleg in Ministerraad en motivering van het besluit, moeten in ieder geval in acht worden genomen voor ontwerpen die verandering brengen in het statuut van de twee bedoelde categorieën van ambtenaren en die zich daarbij niet beperken tot het wijzigen van de bijzondere bepalingen van het koninklijk besluit van 25 april 1956 maar bovendien de ten behoeve van de genoemde ambtenaren bepaalde afwijkingen van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 verruimen.

.../...

Dat is het geval met het thans voorgelegde ontwerp, zoals blijkt bij nader onderzoek van de nieuwe bepalingen waardoor artikel 1, § 1 en § 6, de artikelen 3 en 39 van het koninklijk besluit van 25 april 1956 bedoelt te vervangen. Over het ontwerp moet dan ook overleg in Ministerraad plaats vinden.

B. Niet de departementale, maar de algemene syndicale raad van advies moet over het ontwerp adviseren. Voor een voorstel dat "moet worden voorgelegd aan het advies van de in raad vergaderde ministers" - en dat is, zoals onder A is opgemerkt, het geval met het ontwerp - is luidens artikel 7, § 1, eerste lid, in fine, van het koninklijk besluit van 20 juni 1955 immers de algemene raad bevoegd.

Met de opneming van artikel 116 onder de artikelen van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 die niet gelden voor de ambtenaren van de carrière buitenlandse dienst en de ambtenaren van de kanselarijcarrière zal het ontwerp de moeilijkheden die ontstaan zijn uit de verwijzing naar het bewuste artikel 116 in de artikelen 3 en 39 van het koninklijk besluit van 25 april 1956, voor de toekomst ten enenmale opheffen.

Aanhef.

In het vierde lid moeten ook worden aangehaald, de koninklijke besluiten van 16 maart 1964 en 17 september 1969, die het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 ingrijpend hebben gewijzigd.

.../....

Een preciezer lezing voor de consideransen ware :

"Overwegende dat de artikelen 3 en 39 van het koninklijk besluit van 25 april 1956 dienen te worden gewijzigd om in overeenstemming te worden gebracht met de nieuwe tekst van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 en opdat de afwijkingen van laatstgenoemd besluit beter kunnen worden aangepast aan de eisen van het statuut van de ambtenaren van de carrière buitenlandse dienst en de ambtenaren van de kanselarijcarrière, inzonderheid door vereenvoudiging van de procedure tot wijziging van die statuten ;

Overwegende dat het om de aantrekking van een voldoend aantal ambtenaren voor de carrière buitenlandse dienst te bevorderen en om de democratisering van die carrière te voltooien noodzakelijk is de voorwaarden voor deelneming aan het vergelijkend examen voor toelating tot de proeftijd te verruimen, de aard van dat examen, zijn organisatie en die van de daaropvolgende proeftijd te veranderen ;

Overwegende dat de vorming in economische en sociale zaken doeltreffender zal zijn als de ambtenaren van de carrière buitenlandse dienst die dadelijk na hun vaste benoeming krijgen ;

Overwegende dat het, om de ernstige crisis in de werving voor de kanselarijcarrière te overwinnen, nodig is de vergelijkende examens voor toelating tot die carrière anders te organiseren ;

.../...

Overwegende dat het ook nodig is voor de bevordering in de kanselarijcarrière een minder lange anciënniteit te eisen dan thans het geval is en het programma van het examen dat de ambtenaren van de derde en de vierde administratieve klasse moeten afleggen voor de overgang naar de tweede klasse aan te passen aan de door die ambtenaren uitgeoefende functie ;

Overwegende dat de nieuwe bepalingen niet toe te passen zijn zonder overgangsmaatregelen : ".

Artikelen.

Het ontwerp is een wijzigingsbesluit. De stellers hebben de vele wijzigingen die in het besluit van 25 april 1956 worden aangebracht, verwerkt tot één artikel, dat elf paragrafen telt. In zover daardoor in eenzelfde artikel bepalingen komen te staan tot wijziging van artikelen die elkaar in het gewijzigde besluit niet ononderbroken opvolgen, is dit een wel ongewone werkwijze, die bovendien het nadeel heeft dat ze de tekst onoverzichtelijk maakt. Het ontwerp moet dan ook in een groter aantal artikelen worden opgedeeld. Die artikelen moeten overigens worden gegroepeerd in hoofdstukken, die onderscheidenlijk de in de verschillende hoofdstukken van het besluit van 25 april 1956 aangebrachte wijzigingen bevatten.

.../...

HOOFDSTUK I. - WIJZIGINGEN IN HOOFDSTUK I "CARRIERE BUITENLANDSE DIENST".

Artikel 1, § 1.

(artikel 1 in de door de Raad van State voorgestelde nummering)

Artikel 1, § 1, van de ontwerp-tekst beoogt onder meer verruiming van de ten behoeve van de ambtenaren van de carrière buitenlandse dienst bepaalde afwijkingen van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937. Volgens de bevoegde ambtenaren bedoelt de Regering voor dat personeel een volledig en sluitend statuut vast te stellen dat bestaat, eensdeels, uit de artikelen van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 waarnaar het nieuwe artikel 3 van het koninklijk besluit van 25 april 1956 verwijst, en anderdeels uit de bijzondere bepalingen die in het laatstgenoemd besluit staan. De Raad van State heeft in de korte termijn waarin hij advies diende te geven, niet kunnen nagaan of de overeenstemming al dan niet volledig is verwezenlijkt.

De inleidende volzin van dat artikel leze men zó :

"Artikel 1.-

Artikel 3 van het koninklijk besluit van 25 april 1956 tot vaststelling van het statuut der personeelsleden van het Ministerie van Buitenlandse Zaken en Buitenlandse Handel wordt door de volgende bepaling vervangen :

Artikel 1, § 2.

(artikel 2 in de voorgestelde nummering)

.../...

Artikel 2.-

De afdeling 1 van het hoofdstuk 1 van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepalingen vervangen :

Afdeling 1. Werving en vorming.

Onderafdeling 1. - Toelatingseisen en vergelijkend examen.

Nieuw artikel 4 van het koninklijk besluit van 25 april 1956.

... (zoals in het ontwerp) ... ".

Nieuw artikel 5.

De opsomming onder paragraaf 1 zou, voor de duidelijkheid van de verwijzingen, met 1°, 2°, enz. moeten werken. Die opmerking geldt ook voor een aantal andere artikelen van het ontwerp.

Met de nieuwe bepalingen in het nieuwe artikel 5, § 1, 1, en in het nieuwe artikel 7, tweede lid, bedoelt de Regering de in het thans geldende artikel 5, § 1, 1°, in fine bepaalde toelaatbaarheidsvereiste, volgens welk de gegadigden "behoudens vrijstelling of vrijlating hun termijn van werkelijke dienst bij het leger" reeds moeten "hebben volbracht",te doen vervallen. Naar de gemachtigde ambtenaren hebben verklaard, wenst de Regering uiteraard niet zover te gaan dat meteen ook wordt opgeheven de in artikel 100 van de gecoördineerde dienstplichtwetten gestelde en in verschillende statuten van overheidspersoneel gememoreerde eis dat aan die wetten moet zijn voldaan.

.../...

Om misverstand dienaangaande uit de weg te gaan, vulle men artikel 5, § 1, 1°, dan ook aan als volgt : "1° Belg zijn, de burgerlijke en politieke rechten genieten en voldoen aan de dienstplichtwetten". De strekking van de hier besproken voorwaarde is door de Raad van State toegelicht in het arrest Van den Eynde, nr. 930 van 12 juni 1951 (Verz. blz. 351) en in zijn advies over het koninklijk besluit van 14 februari 1961 tot vaststelling van het statuut van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut (Belgisch Staatsblad van 15 maart 1961, Omnilegie, p. 380).

Bij het nieuwe artikel 41, § 1, 1°, is een soortgelijke opmerking te maken.

Gelet op het thans geldende artikel 5, § 2, 1°, en op artikel 21, dat ongewijzigd blijft, moet het nieuwe artikel 5, § 2, zó worden verstaan dat een kandidaat wél toelaatbaar is wanneer hij gehuwd is met iemand die van vreemde nationaliteit was maar die ten gevolge van zijn huwelijk met de kandidaat de Belgische nationaliteit heeft verkregen. De gemachtigde ambtenaren hebben dat bevestigd. Men stelle die bepaling dus liever zo: "§ 2. Niet toelaatbaar zijn kandidaten wier echtgenoot niet de Belgische nationaliteit bezit".

Een duidelijker lezing voor § 1, 5°, b, ware :

"b) vastaangesteld ambtenaar van de carrière hoofdbestuur of van de kanselarijcarrière zijn met een graad ten minste gelijkwaardig met die van opsteller en bovendien, als die graad beneden die van bestuurssecretaris ligt, bij het Ministerie van Buitenlandse Zaken en Buitenlandse Handel vier jaar dienst hebben gepresteerd als vastaangesteld ambtenaar in een graad die ten minste gelijkwaardig is met die van opsteller".

.../...

Nieuw artikel 6.

§ 2.

Voor 1° wordt voorgesteld :

"1° een schriftelijk examen om de maturiteit van de kandidaten te toetsen;".

Onder 2° vervange men "inzonderheid" door "voornamelijk" en schrijve men "... van het bevattings- en redeneervermogen van de kandidaat". Bovendien vervange men "proef" overal door "examen".

In het tweede lid van dezelfde paragraaf leze men : "Om bij het vergelijkend examen te voldoen, moeten de kandidaten 5/10 van de punten behalen voor iedere oefening van het taalexamen en bovendien 6/10 van de punten voor ieder examen".

§ 3.

Voor die bepaling zou meer moeten worden uitgegaan van de tekst van artikel 15 van het koninklijk besluit van 17 september 1969 betreffende de vergelijkende examens georganiseerd voor de werving en de loopbaan van het rijkspersoneel. Voorgesteld wordt :

"De kandidaten die het vereiste minimum van de punten hebben behaald en die, in acht genomen het aantal betrekkingen als inzet van het vergelijkend examen, batig gerangschikt staan, worden verklaard geslaagd te zijn".

.../...

§ 4.

Het samenstellen van de commissie die moet nagaan of een kandidaat een voldoende "aan zijn (toekomstige) functie aangepaste"kennis van de tweede landstaal bezit, is door artikel 47, § 5, derde lid, van de op 18 juli 1966 gecoördineerde wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken uitsluitend aan de Vaste Wervingssecretaris opgedragen.

Artikel 6, § 4, moet ter wille van de overeenstemming met die bepaling, op dat punt worden aangevuld.

Dit geldt ook voor het examengedeelte voor de toetsing van de gebruikelijke kennis van de tweede landstaal, dat volgens het nieuwe artikel 9, 1°, op het programma van het examen voor vaste benoeming staat.

Eenzelfde opmerking moet worden gemaakt bij artikel 42, § 5, en bij artikel 45, wat betreft de samenstelling van de examencommissie die moet nagaan of de kandidaten voor de kanselarijcarrière de vereiste kennis van de tweede landstaal bezitten.

Onderafdeling 2. - Proeftijd.

Nieuw artikel 7.

Naar aan de Raad van State is medegedeeld, bedoelt artikel 7, vierde lid, de Minister van Buitenlandse Zaken voor het organiseren van die proeftijd een echte verordenende bevoegdheid te verlenen. Men leze die bepaling liever zó :

.../...

"De Minister van Buitenlandse Zaken stelt de voor de organisatie van de proeftijd vereiste verordeningsbepalingen vast".

Nieuw artikel 8.

Een betere lezing voor § 1, eerste lid, ware :

"§ 1. De stagemeester stelt iedere maand een rapport op waarin hij over de stagiair, op grond van diens werkzaamheid en gedrag, een beoordeling te kennen geeft voornamelijk uit een oogpunt van zijn geschiktheid om het land in het buitenland te vertegenwoordigen".

§§ 4 en 5.

Te oordelen naar hetgeen de gemachtigde ambtenaren hebben verklaard, geldt het voorschrift onder § 5 voor iedere maatregel tot afdanking van een stagiair, onverschillig of die wordt vastgesteld op grond van § 2, van § 3 of van § 4. Wanneer als wezenlijke vormvereiste vóór een afdankingsmaatregel een voorstel van de directieraad is voorgeschreven, is dat voorstel voor de Minister van Buitenlandse Zaken trouwens niet bindend. Deze kan nog altijd beslissen niet over te gaan tot de door de directieraad voorgestelde afdanking.

.../...

Luidens het thans geldende artikel 8, vijfde lid, kan de Minister gewoon "op gemotiveerd voorstel van de directieraad de proeftijd met één vierde van zijn normale duur verlengen". Uit het nieuwe tweede lid van § 4 van artikel 8, blijkt dat voortaan alleen zal kunnen worden beslist dat de kandidaat de proeftijd geheel moet overdoen.

De volgende tekst zou de bedoeling van de Regering nauwkeuriger verwoorden :

"§ 4. Vóór de datum bepaald voor het examen voor vaste benoeming beraadslaagt de directieraad over de gezamenlijke stageverslagen alsook over het hem door de stagemeester voorgelegde eindverslag over de proeftijd.

Als het eindverslag over de proeftijd besluit dat er grond aanwezig is om de stagiair ofwel te verplichten tot het overdoen van de proeftijd ofwel af te danken, wordt de betrokkene op zijn verzoek door de directieraad gehoord.

De directieraad doet de Minister een voorstel.

De Minister beslist ofwel dat de stagiair tot het examen voor vaste benoeming wordt toegelaten, ofwel dat hij zijn proeftijd moet overdoen, ofwel dat hij zonder opzegging wordt afgedankt.

.../...

§ 5. In al de in de paragrafen 2, 3 en 4 bepaalde gevallen wordt de beslissing tot afdanking door de Minister na advies van de stagemeester genomen op voorstel van de directieraad en met redenen omkleed ".

Onderafdeling 3. - Vaste benoeming.

Nieuw artikel 9.

Correcter ware onder 2° : "de voldoende kennis van de taal die de stagiair heeft gekozen uit de volgende talen : Duits, Spaans en Russisch".

Nieuw artikel 11.

Een betere lezing voor het nieuwe artikel 11, tweede lid, ware :

"De eed wordt afgenomen door de Minister van Buitenlandse Zaken of door zijn gemachtigde".

Onderafdeling 4. - De commerciële vorming en het handelsexamen.

Aan de onderafdeling 4 geve men liever als opschrift : "Vorming in economische en handelszaken".

.../...

Artikel 11bis ingevoegd in het koninklijk besluit van 25 april 1956.

Duidelijkheidshalve zou in artikel 11bis moeten worden aangegeven dat de ambtenaren die vorming in economische en handelszaken dadelijk na hun vaste aanstelling krijgen.

De tekst van artikel 11bis, § 1, tweede lid, moet in overeenstemming worden gebracht met die van artikel 7, derde lid.

Artikel 1, §§ 3 en 4.
(artikel 3 in de voorgestelde nummering)

"Artikel 3.-

De artikelen 13 en 14 van hetzelfde besluit worden door de volgende bepalingen vervangen :

Nieuw artikel 13.

... (zoals in het ontwerp) ...

Nieuw artikel 14.

... (zoals in het ontwerp) ...

Artikel 1, § 5.
(artikel 4 in de voorgestelde nummering)

.../...

Artikel 4.-

Artikel 36 van hetzelfde besluit wordt opgeheven".

HOOFDSTUK II. - WIJZIGINGEN IN HOOFDSTUK III "KANSELARIJ-CARRIERE".

Artikel 1, § 6.

(artikel 5 in de voorgestelde nummering)

"Artikel 5.-

Artikel 39 van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen : ;.. (zoals in het ontwerp) ...".

Artikel 1, § 7.

(artikel 6 in de voorgestelde nummering)

"Artikel 6.-

Afdeling 1 van hoofdstuk III van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepalingen vervangen :

Afdeling 1. Werving en vorming.

Onderafdeling 1. Toelatingseisen en vergelijkend examen".

Nieuw artikel 40.

... (zoals in het ontwerp) ...

.../...

Nieuw artikel 41.

Artikel 41, § 2, bepaalt wat de kanselarijcarrière betreft : "De vrouwelijke kandidaten wier echtgenoot geen Belg is worden niet toegelaten". Naar hetgeen door de gemachtigde ambtenaren is verklaard, wenst de Regering hier bewust een andere regel te stellen dan in artikel 5, § 2, voor de toelating tot de carrière buitenlandse dienst is bepaald.

Mannelijke kandidaten wier vrouw een vreemde nationaliteit heeft behouden kunnen niet worden toegelaten tot de carrière buitenlandse dienst maar wel tot de kanselarijcarrière. Het ontwerp maakt aldus een onderscheid naargelang het om toelating tot de ene of tot de andere carrière gaat.

Waar het ontwerp de mannelijke kandidaten wier vrouw een vreemde nationaliteit heeft behouden wél, en de vrouwelijke kandidaten wier man zich in dezelfde positie bevindt, niet tot de kanselarijcarrière toelaat, maakt het bovendien een onderscheid tussen de kandidaten van het mannelijk en die van het vrouwelijk geslacht.

Het is de Raad van State niet duidelijk op welke objectieve gronden dat onderscheid te verantwoorden zou zijn zowel ten aanzien van artikel 6 van de Grondwet als ten aanzien van artikel 3 van het op 31 maart 1953 te New-York ondertekende, bij de wet van 19 maart 1964 goedgekeurde verdrag betreffende de politieke rechten van de vrouw, zelfs als men rekening houdt met het weede voorbehoud dat België bij zijn toetreding tot dat verdrag in verband met artikel 3 heeft gemaakt.

.../...

Mocht het in § 2 van het nieuwe artikel 41 gemaakte onderscheid zich overeenkomstig dat voorbehoud laten verantwoorden op grond van objectieve overwegingen betreffende de goede gang van de kanselarijdiensten, dan zou het ontwerp op dat punt nauwkeurig moeten worden gemotiveerd.

Nieuw artikel 42.

In zijn adviesaanvraag van 22 december 1972 verzoekt de Minister van Buitenlandse Zaken de Raad van State uitsluitsel te geven over de moeilijkheid die rijst bij de toepassing van de wet van 3 augustus 1919 en 27 mei 1947 betreffende het prioriteitsrecht voor de toegang tot de openbare betrekkingen.

De oorspronkelijke tekst van artikel 6 van voornoemde wet sloot de toepassing van het prioriteitsrecht in het geval dat ambtenaren van de carrière hoofdbestuur in competitie kwamen met buitenstaanders niet uit. Het koninklijk besluit nr. 25 van 29 juni 1967 betreffende de mobiliteit van het personeel van sommige overheidsdiensten heeft aan artikel 6, eerste lid, tweede volzin, van voornoemde wet echter toegevoegd : "hetzelfde geldt in geval van overplaatsing tussen de openbare diensten welke de Koning vaststelt". Om moeilijkheden te voorkomen, zou men het ontwerp kunnen aanvullen met een op grond van het koninklijk besluit nr. 25 van 29 juni 1967 vast te stellen bepaling die de toepassing van het prioriteitsrecht uitsluit wanneer een ambtenaar van de carrière hoofdbestuur die voor een vergelijkend toelatingsexamen is geslaagd, overgaat naar de kanselarijcarrière.

.../...

De vraag is echter of een zodanige bepaling wel nodig is.

Het nieuwe, door het ontwerp in het koninklijk besluit van 25 april 1956 te voegen artikel 42 organiseert het vergelijkend examen voor toelating tot de kanselarijcarrière anders : het machtigt de Minister een bepaald aantal betrekkingen te reserveren voor ambtenaren van de carrière hoofdbestuur. Voor de aldus gereserveerde betrekkingen geldt als toelaatbaarheidsvereiste dat de kandidaten tot de genoemde carrière behoren. Kandidaten die, ook al hebben ze prioriteit, geen ambtenaar van de carrière hoofdbestuur zijn, kunnen, aangezien ze aan die toelaatbaarheidsvereiste niet voldoen, niet in de gereserveerde betrekkingen worden benoemd behalve wanneer niemand geslaagd is voor het examen georganiseerd ten behoeve van de ambtenaren van de carrière hoofdbestuur (artikel 42, § 3). Tot besluit : er is geen competitie tussen buitenstaanders en kandidaten die ambtenaar van de carrière hoofdbestuur zijn. Artikel 6 van de wet van 3 augustus 1919 en 27 mei 1947 lijkt dan ook generlei moeilijkheid op te leveren.

Onderafdeling 2. - Proeftijd en vaste benoeming.

Nieuw artikel 43.

... (zoals in het ontwerp) ...

.../...

Nieuw artikel 44.

Er dient uitdrukkelijk te worden gezegd, dat de proeftijd is opgelegd aan de andere kandidaten dan die welke zich hebben gemeld als te behoren tot de carrière hoofdbestuur.

Overigens leze men, zoals voor artikel 7 in overweging is gegeven : "De Minister van Buitenlandse Zaken stelt de voor de organisatie van de proeftijd vereiste verordeningsbepalingen vast".

Nieuw artikel 45.

Dat artikel schrijft een examen voor vaste benoeming voor, uiteraard alleen voor kandidaten die stage moeten doen. De tekst zou dat duidelijker moeten stellen.

Voor het overige wordt verwezen naar hetgeen bij het nieuwe artikel 9 aan vormwijzigingen is voorgesteld.

Nieuw artikel 46.

... (zoals in het ontwerp) ...

Nieuw artikel 47.

In dit artikel schrijve men, zoals in het nieuwe artikel 11 : "De eed wordt afgenomen door de Minister van Buitenlandse Zaken of zijn gemachtigde".

.../...

Artikel 1, §§ 9 en 10.
(artikel 7 in de voorgestelde nummering)

"Artikel 7.-

De artikelen 49 en 50 van hetzelfde besluit worden door de volgende bepalingen vervangen :

Nieuw artikel 49.
... (zoals in het ontwerp) ...

Nieuw artikel 50.
... (zoals in het ontwerp) ... ".

Artikel 1, § 8.
(artikel 8 in de voorgestelde nummering)

"Artikel 8.-

In artikel 52, § 1, eerste lid, van hetzelfde besluit worden de woorden "alsmede het bepaalde in artikel 27" vervangen door "alsmede het bepaalde in de artikelen 8 en 27".

HOOFDSTUK III. - OVERGANGS- EN SLOTBEPALINGEN.

Artikel 1, § 11.
(artikel 9 in de voorgestelde nummering)

Die paragraaf moet niet ingekleed worden als een bepaling die de overgangsmaatregel van artikel 60 van het koninklijk besluit van 25 april 1956 wijzigt maar als een op zich zelf staande overgangsbepaling.

.../...

Artikel 2.
(artikel 10 in de voorgestelde nummering)

Aangezien het ontwerp-besluit met spoed moet worden toegepast en geen terugwerking kan krijgen, verdient het aanbeveling het in werking te doen treden de dag waarop het in het Belgisch Staatsblad wordt bekendgemaakt.

Artikel 3.
(artikel 11 in de voorgestelde nummering)

... (zoals in het ontwerp) ...

La chambre était composée de

Messieurs : G.HOLOYE, président de chambre,

G.VAN BUNNEN, conseillers d'Etat,
J.MASQUELIN,

G.ARONSTEIN, assesseurs de la section de législation,
M.VERSCHELDEN,

Madame : J.TRUYENS, greffier.

De kamer was samengesteld uit

de Heren : kamervoorzitter,

staatsraden,

bijzitters van de afdeling wetgeving,

Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.G.VAN BUNNEN.

Le rapport a été présenté par M.Ch.HUBERLANT, premier auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H.G.VAN BUNNEN.

Het verslag werd uitgebracht door de H.Ch.HUBERLANT, eerste auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J.TRUYENS. G.HOLOYE.